Supplément à La Gazette n° 1686 - Du 8 au 14 octobre 2020

PROSPECTIVES

« On sous-estime les effets du dérèglement climatique »

La montée des eaux va-t-elle couler le PIB de nombreux pays ? Quels secteurs sont les plus impactés ? Éclairage avec Antoine Leblois, économiste à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

Les effets du dérèglement, comme la montée des eaux ou les inondations, sont de plus en plus étudiés par de nombreux chercheurs. Est-ce le cas aussi en économie ?

Il existe plusieurs études sur le sujet. La Banque Mondiale a notamment travaillé sur l'impact de la montée des eaux sur les infrastructures portuaires. Les économistes et hydrologues ont conçu des courbes de pertes, en dollars, liées aux différentes conséquences du dérèglement climatique. L'impact d'un événement comme une inondation, soit le nombre de personnes et d'actifs touchés, est croisé avec l'ampleur des dégâts. Mais il s'agit d'une estimation brute et non d'un modèle macroéconomique. Cette méthode ne prend pas toujours en compte l'évolution du marché, les prix, les effets non-linéaires des chocs, qui ne se produisent pas de façon directement proportionnelle à l'action, mais surtout l'interdépendance des secteurs économiques.

D.R. ESCOLANO

Antoine Lebois

Et les chercheurs manquent de recul en raison de l'absence de données précises sur les précipitations avant la fin du XIXe siècle...

Nous sommes au tout début du phénomène. Pour prouver les effets directs et indirects, il faudrait des séries plus longues. Par exemple, on voit aujourd'hui des impacts sur l'agriculture, notamment avec des récoltes qui arrivent plus tôt ou les effets de gels tardifs. De plus, on peut difficilement prévoir l'évolution du climat. Sera-t-elle graduelle et linéaire ou plutôt exponentielle ?

La montée des eaux et la multiplication des phénomènes extrêmes comme les fortes pluies auront une influence sur l'économie. Quels seront les secteurs affectés ?

Ils peuvent potentiellement tous être touchés, dès lors qu'il y a une interconnexion entre eux. Si une route est coupée à cause d'une inondation, il y a une répercussion sur le transport mais aussi sur d'autres secteurs et cela provoque des réactions en chaîne. De même pour le domaine de l'énergie: toute production en nécessite. Et si le phénomène d'inondation est localisé, les effets sur les sphères économiques ne le sont pas. Toutefois, ils ne sont pas facilement quantifiables vu l'interdépendance complexe du tissu industriel et de l'organisation économique.

Dans le cas des inondations, c'est l'électrique, comme les générateurs, les centrales et les transports qui seront touchés. Pour l'industrie, on peut dire que ce sont très largement le traitement des eaux, les usines chimiques et la métallurgie qui souffriront le plus.

Quels seront les coûts induits par ces événements météorologiques extrêmes ainsi que par la montée des eaux ?

Il faut penser à la construction d'infrastructures durables. Le bâti est censé durer dans le temps. Mais lors de la conception, on ne pense pas aux effets du dérèglement climatique, comme dans le cas des habitations en bord de mer, de l'aéroport de Maugio ou encore de la nouvelle gare TGV. Lors de nouvelles constructions, il ne faut plus regarder uniquement les événements passés, mais prendre en compte les prévisions et leur coût, ce qui est rarement le cas.

Il n'existe pas aujourd'hui de capitalisation pour la prévention des risques climatiques car cela coûte trop cher et les acteurs du secteur n'ont pas de vision à long terme. Au niveau budgétaire, des choses sont faites à la marge et devraient pourtant être pensées de manière plus globale. Dans les budgets participatifs, les citoyens montrent pourtant bien leur volonté de changement, privilégiant les initiatives agroécologiques en milieu rural ou de plantations d'arbres en zone urbaine par exemple.

Si on constate un changement dans les mentalités, est-il prématuré de parler de verdissement de l'économie ?

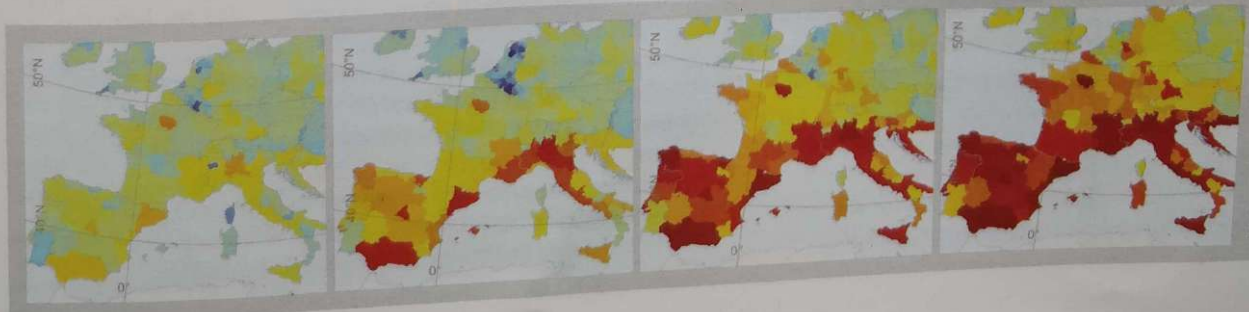
Il y a une prise de conscience mais pas de changement de paradigme : malgré la résistance citoyenne, les grands projets et l'artificialisation des sols continuent. Les effets du changement climatique restent aussi largement sous-estimés par la plupart des gens.

Propos recueillis par Anne-Laure Petit-H

92 milliards

En euros, le coût cumulé direct des sinistres climatiques en métropole d'ici à 2040, soit 3,7 milliards d'euros par an, en moyenne.

Source: Fédération de l'assurance «Impact du changement climatique sur l'assurance à l'horizon 2040» Rapport de 2015



De nos jours à 2100, les coûts liés aux impacts du dérèglement climatique sur les différents secteurs économiques. Plus la couleur tend vers le rouge, plus ces coûts sont élevés.

Source : Forzieri et al